

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 30 F (300 FB)  
6 mois : 15 F (150 FB)  
pli fermé : 44 F et 23 F  
« programme communiste »  
1 an : 32 F (320 FB)

13<sup>e</sup> ANNEE - N° 223  
LE NUMERO : 1,50 FF  
15 FB - 1 FS  
du 26 juin au 9 juil. 76

Sur la ligne de faille nord-sud de l'ordre impérialiste mondial

## Le volcan du Proche-Orient

Quel est le principe qui guide le jeu compliqué des forces qui se meuvent sur la scène sanglante du Proche-Orient ? Pour le déchiffrer, il faut reprendre le cours des événements de ces dernières décennies.

Lorsque la Sainte-Alliance impérialiste anglo-américano-russe flanquée de la France a installé la colonie d'Israël en « nettoyant » le pays, elle a fait des paysans palestiniens expropriés un formidable facteur de déséquilibre de toute la région et les a transformés en véritable avant-garde des masses plébiennes et paysannes de tout le Proche-Orient dans la lutte contre l'impérialisme et son bastion avancé, l'Etat sioniste.

Les classes dominantes arabes les plus entreprenantes, en Egypte et en Syrie, ont profité des péripéties de la concurrence entre les vieux impérialismes franco-anglais en déclin et les nouveaux maîtres américains et russes, pour faire valoir quelques exigences propres et affirmer une souveraineté à laquelle l'intervention américaine au Liban en 1958, lors de la création de la République Arabe Unie, a imposé une limite jusqu'ici malheureusement restée absolue.

La révolution arabe, tant en Egypte que dans le Croissant fertile, devait nécessairement, tout comme la résistance palestinienne, s'affronter à l'Etat d'Israël, qui ne peut vivre sans aggraver les intérêts nationaux des classes dominantes arabes, et sans jeter en permanence des étincelles dans la poudrière des vieux rapports sociaux de la région.

Le romantisme nassérien, qui a su maintenir le radicalisme du « socialisme musulman » dans les limites de la « révolution par en haut », c'est-à-dire du compromis des forces bourgeoises et prébourgeoises avec les vieilles classes et l'impérialisme, n'a pu survivre à la guerre des six jours ; cette dernière, en démontrant aux régimes arabes leur incapacité à combattre Israël en restant en-deçà de leur conservatisme social, donnait la clef de la situation à l'oncle Sam, qui n'attendait plus que le moment pour revenir en pacificateur d'abord en Egypte puis dans le Croissant fertile, après les flirts avec Moscou.

Le tournant formel fut celui de l'acceptation du plan Rogers par Nasser en juillet 70 — immédiatement suivi par Hussein — : ce plan signifiait l'abandon des Palestiniens et l'exigence de leur soumission au régime d'Amman. Ces derniers, qui s'étaient constitués en Jordanie un véritable Etat dans l'Etat, tentèrent dans un sursaut de résister mais furent impitoyablement réprimés par le boucher d'Amman, à deux reprises, en septembre 70, le « septembre noir », puis en juillet 71.

La guerre d'octobre 73 fut le baroud d'honneur nécessaire à Sadate pour créer un front de classes à l'intérieur tout en éliminant la phrase nassérienne devenue inutile depuis que ce dernier avait offert le « progressisme musulman » en hommage à Fayçal, sacré leader unique de la Ligue arabe, nécessaire aussi pour faire accepter la suzerai-

neté ouverte des Etats-Unis et s'assurer des atouts militaires dans le compromis avec Israël sur cette nouvelle base.

C'était désormais Assad qui pouvait passer pour le continuateur de Nasser, bien que la Syrie n'ait pas bougé le petit doigt lors du massacre de Hussein, et bien que la guerre d'octobre 73 ait été conçue uniquement comme une guerre entre Etats, dans laquelle on se garda bien de mettre les fedayins dans le coup.

Hélas pour lui, l'attitude de Sadate dans la dernière guerre montrait que l'Egypte était capable de faire cavalier seul, que Damas pouvait se retrouver, dans ces conditions où une guerre est insoutenable, contraint de s'entendre avec Israël. C'est tout juste si l'aide à l'OLP pouvait lui servir de moyen de négociation. Mais le plus grand malheur pour le « progressisme » d'Assad vint du fait qu'après 70-71 c'est le Liban qui était destiné à devenir la poudrière du Proche-Orient car il s'y conjugue les poussées anti-féodales et les élans de la résistance palestinienne qui se heurtent au mur des privilèges confessionnels garantis, en dernier ressort, par la 6<sup>e</sup> flotte. Or Damas est nécessairement impliqué au Liban pour de profondes raisons économiques, sociales et historiques.

L'Amérique le savait bien, elle qui depuis 70 entretient de bons rapports avec Damas sans que Moscou puisse là non plus dire grand-chose, sous le prétexte supérieur d'éviter des explosions dangereuses pour le monde entier. Elle savait de plus, et l'expérience de la dernière année le confirme, que la Syrie est malgré tout le seul Etat capable de maintenir l'ordre au Liban en alliant la force et le mensonge, cette dernière arme que Tel-Aviv, Washington ou Paris seraient bien incapables de manier vis-à-vis des masses arabes. D'ailleurs les interventions israéliennes au Liban en 72 et 73, si elles ont dressé les Phalanges et l'Etat contre les Palestiniens, ont soudé les rangs des masses libano-palestiniennes. Kissinger a su merveilleusement tirer parti du besoin de Damas de négocier avec Israël, de son exigence d'ordre dans la région et de... ses aspirations nationales pour désigner, malgré lui mais tout naturellement, Assad comme le nouveau gendarme : dans le plan américain, Damas aurait pour mission de fédérer la Syrie, la Jordanie, le ou les Libans (ou les morceaux qui en resteraient après entente avec Israël!) et une Palestine arabe sous sa houlette. D'ailleurs, dans les faits, la fédération fonctionnelle avec Amman, et le seul Etat au Liban c'est aujourd'hui Damas, aidé par les Phalanges chrétiennes et avec la bénédiction de Frangié et du gouvernement qui dispose de cette apparence de légitimité que confère l'usage de la force et que

favorise l'astuce constitutionnelle.

Le seul problème réside dans l'humeur des masses libano-palestiniennes : ici l'action des

### DANS CE NUMERO

- Leur « front unique » et le nôtre (4) : l'OC-R et l'OC-GOP dans les marais du populisme.
- La solidarité avec la lutte des soldats (3) : mouvement de soutien et antimilitarisme.
- Le bulletin PTT.
- Une lutte des élèves-infirmières.
- En Italie : de la stratégie de la tension à la stratégie de la pacification.
- La politique d'austérité en Angleterre... et en Italie.

chairs syriens — sur l'efficacité desquels, comme moyen « pour arriver à la paix » Moscou émet des doutes... une bonne semaine après la deuxième vague de leur invasion — se conjugue au rôle paralysant des directions politiques « islamo-progressistes ».

Les organisations de la résistance sont devant l'alternative suivante : ou se soumettre à Damas, ou affronter un nouveau « septembre noir », bien que les termes ne soient pas tout à fait contradictoires, et que l'alternative ait du mal à s'imposer, en raison de la désintégration de la Saïka dans le feu des combats, et des troubles suscités par la guerre en Syrie même, mais la France et l'Amérique se tiennent prêtes.

Quoi qu'il en soit, la sale besogne syrienne s'accomplit avec la bénédiction d'Israël, mais ce sera une autre affaire que de faire accepter à l'Etat sioniste la renaissance d'une Grande Syrie, même réalisée « à la prussienne » et sous l'égide du maître commun, l'Amérique.

L'ironie est que maintenant Sadate et Fayçal vont pouvoir se payer le luxe de soutenir, au moins en paroles, l'OLP, afin de faire valoir quelques petits intérêts dans les grands marchandages. Soyons-en sûrs, la future possible Conférence de Paris devra définir le nouvel ordre impérialiste au Proche-Orient. Elle constatera la marginalisation de l'influence russe à l'Irak et au Yémen, et sacrera le nouvel arbitre des inévitables disputes entre Israël, la Syrie et l'Egypte, le pire de tous, celui dont les tenailles sont les plus étouffantes, l'impérialisme américain. Un ordre garanti par le dollar et les marines, avec l'aide accessoire des parachutistes français en mal de « gloire » et des casques verts de la Ligue arabe, et à distance par Téhéran et Ryad. Mais quelle est la clef de cet ordre ? C'est toujours l'écrasement de la Palestine qui voit se concentrer sur elle toutes les forces mondiales et locales de la contre-révolution militante !

(suite page 4)

## Le séisme social en Afrique australe

La « victoire du MPLA sur l'Afrique du Sud, gendarme de l'Afrique australe, véritable canon braqué sur tous les mouvements d'émancipation de la région, écrivions-nous en février 76 dans ce journal, dépasse de loin l'importance somme toute limitée de l'engagement militaire proprement dit. Elle est déjà un encouragement formidable à la lutte des exploités et des opprimés dans toute cette partie de l'Afrique la plus industrielle et en même temps la plus explosive du continent. Mais elle a une portée plus large encore, une véritable portée historique. C'est une victoire du mouvement d'émancipation de la race noire contre l'oppression séculaire perpétrée par la race blanche. Le succès militaire devient ainsi une victoire morale qui doit faire souffler sur toute l'Afrique opprimée un vent libérateur [...].

Depuis, la guérilla s'est fortement développée en Rhodésie et aujourd'hui le Rand vient de connaître la plus grande vague d'émeutes de son histoire. Les étudiants noirs ont commencé par manifester contre l'enseignement obligatoire de l'afrikaan, la langue des boers, entraînant avec eux des groupes d'étudiants blancs, mais surtout les masses prolétariennes des townships de Soweto et d'Alexandra, les plus grandes villes ouvrières noires, celles qui concentrent les masses soumises à la ségrégation institutionnelle, aux lois discriminatoires sur l'emploi et la résidence, qui souffrent du régime du pass et des lois racistes, et qui sont privées de tous les droits élémentaires, sociaux, économiques et politiques.

Le bilan de la répression est terrible : officiellement plus de 130 morts et de 1.200 blessés. Washington peut bien chercher à venir porter la bonne parole de la « justice raciale » en Afrique australe : sans doute alors ne faut-il pas considérer les noirs américains en révolte comme des noirs opprimés puisqu'ils bénéficient de l'égalité théorique des droits mais comme de simples bandits de droit commun ? Paris peut bien feindre de s'indigner des « méthodes utilisées » : n'arme-t-il pas jusqu'aux dents un régime consacré par tous les impérialismes occidentaux comme le gendarme local ? L'opinion démocratique d'ici peut bien s'émouvoir et égrener un chapelet d'implications moralisantes : notre bonne gauche, PCF en tête, a-t-elle bougé le petit doigt lors des massacres perpétrés par l'Etat impérialiste français cette fois, à Basse-Terre et à Pointe-à-Pitre en 1967 ? Se démente-t-elle autant quand la France démocratique massacre au Tchad, au Sénégal, à la Réunion ou s'est-elle autant indignée lors des massacres de Sétif, de Constantine, de Madagascar, du Cameroun, de la guerre d'Algérie et de celle de l'Indochine ? Elle les a cautionnés, dans l'opposition comme au gouvernement. Elle est le larbin de l'impérialisme français.

L'ONU peut bien condamner « unanimement » la répression féroce de Vorster et se donner ainsi bonne conscience en faisant croire que tout le malheur arrive par manque de démocratie : et elle souhaite en effet arriver par des réformes à contenir de dangereuses explosions dans une région du monde qui est d'une importance stratégique capitale et qui concentre à elle seule plus de la moitié des industries et des investissements étrangers en Afrique.

Certes le régime de Vorster est un régime archaïque, nécessairement voué à disparaître car les formes négrières d'exploitation et d'oppression y sont devenues d'au-

tant plus insoutenables qu'elles sont dépassées par les besoins du développement du capitalisme lui-même. A ce sujet, la flambée de violences actuelles, au moment précis où Vorster conseille à son ami Smith de dialoguer avec les leaders noirs afin de conjurer un violent séisme, démontre s'il était besoin que tout l'édifice de l'apartheid ne peut être réformé, que ce régime doit périr par la violence.

Mais ce dernier est-il simplement l'expression de la domination des petits blancs d'Afrique du Sud ? Non : ces derniers ont bénéficié de privilèges aussi parce qu'ils se sont fait — même s'ils ont une tradition de revendications et d'exigences propres — les instruments et les garants de l'extorsion des richesses naturelles et humaines de la région par l'impérialisme anglais d'abord, puis anglo-saxon, avant que n'arrivent sur les rangs la France, le Japon et bien d'autres requins.

Les massacres de Soweto sont donc les actes de défense non seulement de l'ordre négrier de Vorster, mais aussi de l'ordre impérialiste et démocratique dont le régime anglo-afrikaaner n'est qu'une expression dans les conditions historiques et sociales de l'Afrique australe.

Il importe aux communistes révolutionnaires d'arracher complètement la voile hypocrite de la démocratie impérialiste que les masses noires d'Afrique australe contribuent à déchirer dans leur révolte mais que le social-impérialisme tente ici de raccomoder par tous les moyens, à des fins de conservation de l'ordre établi.

Les prolétaires d'Europe et d'Amérique doivent savoir que la lutte générale des masses noires opprimées contre les formes négrières d'exploitation et la ségrégation raciale fait partie intégrante de leur lutte contre leurs ennemis à eux aussi, les grandes bourgeoisies blanches, gavées de richesses, bardées de canons et de missiles, entourées de cohortes de mercenaires et valets, empommées de démocratie trompeuse, bouffies d'orgueil racial et de haine antiprolétarienne.

A l'aube d'une période où ils recherchent confusément la voie difficile de la reprise de la lutte indépendante de classe, encombree par les mille et une entraves posées par le réformisme social qui se nourrit de la domination impérialiste et de la rente monopoliste, obscurcie par l'épaisse fumée des mensonges de l'opportunisme « ouvrier » social-impérialiste, c'est une donnée qu'il serait catastrophique d'ignorer. Qu'ils comprennent que ces révoltes sont une aide précieuse à son combat ! Qu'ils n'oublient pas de donner la leur en retour ! Là réside le véritable internationalisme.

## Le bulletin PTT

Nos militants ont diffusé au mois de juin le premier numéro d'un bulletin, destiné aux travailleurs des centres de tri parisiens, dont voici l'article de fond :

Dans l'entreprise capitaliste que sont les PTT, quelque 200.000 salariés du cadre C et D auxquels s'ajoutent 80.000 auxiliaires voient leurs conditions de vie et de travail se dégrader à un rythme de plus en plus rapide. Déjà tributaires des plus bas salaires de la fonction publique, la grande majorité d'entre nous, surtout les plus jeunes touchent entre 1.700 et 2.000 F. Ces salaires misérables qui ne permettent pas de faire face aux besoins les plus immédiats d'une famille ouvrière, nous contraignent à nous plier toujours plus aux exigences barbares du capital.

Plus de la moitié des agents des centres de tri travaillent de nuit, ce qui permet d'accroître le salaire d'une prime mensuelle d'environ 350 F, mais au détriment de la santé. Beaucoup de postiers doivent de plus faire régulièrement des califs. pour arriver à la fin du mois.

Pour satisfaire les besoins minimum, les travailleurs ne peuvent compter sur le mensonge de la promotion individuelle surtout au moment où la restructuration aggrave la tendance à la déqualification et où le poids du chômage permet à la bourgeoisie de resserrer l'éventail hiérarchique que les directions syndicales nous demandent de défendre pour le seul intérêt de quelques-uns. Et ceci sans parler du fait que la carotte de la promotion est un puissant instrument de division des travailleurs qui permet de faire pression sur le salaire de tous, y compris dans les catégories supérieures.

Seule la LUTTE COLLECTIVE pour une FORTE AUGMENTATION DE SALAIRE permet à la classe ouvrière de résister au capital tout en UNISSANT SES RANGS pour son émancipation définitive du capitalisme. C'est pourquoi nous devons nous fixer l'objectif d'une augmentation qui permette à tous d'ÉVITER LA COURSE ABRUTISSANTE AU TRAVAIL DE NUIT, AUX CALIFS. ET AUX POURBOIRES. Cette augmentation est nécessairement PLUS FORTE POUR LES CATEGORIES LES PLUS BASSES, c'est-à-dire ANTI-HIERARCHIQUE. Elle doit enfin permettre de compenser l'AUGMENTATION DES PRIX.

Pour les PTT, il faudrait donc aujourd'hui lutter pour le :  
— SALAIRE MINIMUM A 2.500 F POUR 35 H et 500 F POUR TOUS TOUT DE SUITE.

Nous ne cachons pas qu'un tel objectif n'est pas facile à atteindre. Ce n'est pas une raison pour le faire : il est un BESOIN VITAL pour la DÉFENSE DES CONDITIONS DE VIE ET DE LUTTE des travailleurs des PTT.

Il ne peut bien sûr pas être atteint par des « aménagements de catégories » dans le cadre d'une refonte de la grille préparée pour « harmoniser les services et accroître l'efficacité du service rendu aux usagers », comme le proposent les directions syndicales FO, CFDT et CGT, et négociée de plus de manière à ne pas être affectée par la pression collective des travailleurs.

Cet objectif ne peut être atteint que par une LUTTE OUVERTE, compacte, qui ne se préoccupe pas de la bonne marche d'un « service public » en réalité au service exclusif des capitalistes, nos exploités auxquels est destiné 94 % du trafic.

C'est pourquoi nous appelons tous les travailleurs conscients du caractère impérieux de cette revendication à la défendre partout, dans les syndicats qui sont théoriquement constitués pour défendre les travailleurs face à la classe capitaliste, comme dans les assemblées du personnel, et à s'organiser pour favoriser toute lutte qui se donnerait des objectifs se rapprochant de cette exigence, par dessus les limites de catégories.

## Une lutte des élèves infirmières

Les élèves-infirmières constituent pour l'Assistance Publique un réservoir permanent de main-d'œuvre gratuite, utilisée avec rapacité dans les soi-disant « stages » de formation. D'où la discipline de fer maintenue dans les écoles d'infirmières par une sévère répression pour tenter d'empêcher toute organisation et toute tentative de révolte chez ces jeunes travailleuses particulièrement exploitées, souvent obligées pour subsister de travailler à l'extérieur la nuit ou les week-ends. Un règlement intérieur retire droits d'expression et de réunion, et institue un véritable terrorisme : tout stage perdu doit être « rendu » le samedi ou le dimanche ou pendant les congés scolaires, et si l'élève n'a pas prévenu assez vite de son absence, des retenues sont pratiquées sur le salaire s'il s'agit d'une élève de formation professionnelle ou sociale, ou sur les indemnités des bleues. A l'internat, limitation du droit de visite, contrôle des sorties, fouilles des chambres. A la menace du dossier individuel où sont notés comportement en stage et au cours, tenue vestimentaire, absences, et des appréciations sur la « mauvaise intégration » ou le « manque de motivation » à la profession de certaines élèves récalcitrantes, se surajoute la menace des organes disciplinaires : conseil technique délibérant à huis clos pour éliminer les révoltées en les déclarant inaptes, conseil de discipline excluant les élèves ne fournissant pas suffisamment de travail, de discipline, d'assiduité.

Une lutte revendicative s'est quand même produite à l'hôpital Raymond-Poincaré à Garches, début mai. Malgré les faiblesses du mouvement (simple sit-in au début — terrain pacifiste et démocratique —, pas d'appel immédiat à la grève des stages et des cours, a fortiori pas de tentative d'extension de la grève aux autres travailleuses de l'hôpital), la direction n'a pas hésité à faire appel aux CRS qui sont intervenus sauvagement le 20 et 21 mai contre les occupantes et à sanctionner durement les élèves combattives et les militantes CFDT. La solidarité active des autres travailleuses est une nécessité vitale sans quoi ils se laisseraient paralyser eux-mêmes.

Pour la manifester ils devront affronter et briser les entraves que dresse devant eux l'opportunisme, agent de la bourgeoisie au sein du prolétariat : à Garches, le PC et la CGT ont condamné la lutte des élèves — « provocation », « manœuvre » des « groupements » —, n'admettant pas d'autre action revendicative que celle qui se déroule « sans compromettre la préparation aux examens » et « la formation professionnelle », c'est-à-dire opposant à la lutte active des pourparlers syndicat-direction totalement inefficaces au nom de l'illusion de l'économie des risques de la lutte, et donnant pour orientation la démerde individuelle par le jeu de la concurrence face aux examens et non la défense collective grâce à la solidarité forgée dans la lutte ; ils ont aussi saboté le mouvement en n'intervenant aux assemblées générales que pour démobiliser et diviser, et en n'organisant aucune riposte réelle à la répression policière et patronale.

Le retour aux méthodes de lutte de classe, en premier lieu la grève, l'organisation des saines réactions contre le réformisme et le pacifisme des dirigeants opportunistes alliés de la bourgeoisie, la lutte vigoureuse sur le terrain de l'action directe sont nécessaires pour obtenir pour les élèves un salaire au moins égal au SMC, l'abrogation du règlement intérieur répressif, les droits d'expression et de réunion, l'abrogation immédiate de toutes les sanctions.

## La solidarité avec la lutte des soldats (3)

# Mouvement de soutien et antimilitarisme

Nous nous proposons dans *Le Prolétaire* n° 221 de répondre à la question suivante : comment combiner l'exigence de tisser des liens avec les soldats et celle d'une propagande antimilitariste ?

D'une part, il est indiscutable que la propagande antimilitariste révolutionnaire, qui vise à la destruction de l'armée bourgeoise et à la constitution de l'armée rouge prolétarienne, est une tâche de parti, et nous ne comptons sur personne d'autre que nous pour l'assurer comme nous l'entendons.

D'autre part, le soutien aux soldats est la tâche d'organisations ouvertes, aujourd'hui petites et spécialisées dans cette tâche, mais qui renieraient leur fonction si elles ne tendaient à faire renouer le mouvement ouvrier avec les traditions de solidarité avec la lutte des soldats (1).

Nous sommes convaincus qu'une telle tâche ne peut être assurée de façon efficace qu'en liaison avec le programme militaire de la révolution communiste et donc dans la mesure où le parti est capable de gagner une influence décisive dans les organisations qui la prennent en charge. Mais poser comme préalable à notre participation au mouvement la reconnaissance de notre programme serait une prétention stupide, parce qu'elle ignorerait la nature du rapport réel entre lutte immédiate et lutte révolutionnaire. Pire, l'expérience même du mouvement de soutien est désormais là pour confirmer les conséquences catastrophiques d'une telle position.

Chacun prétend bien que l'organisation doit garder un caractère « ouvert », mais au lieu de lier cette exigence à une clarification collective des besoins de la lutte, on en tire la conclusion qu'il faut encourager d'autres militants à venir, et ce par un compromis programmatique avec eux. En fait, un tel compromis se révèle impossible, et on a perdu avant que l'on s'en rende compte un temps précieux (ce qui a pour effet de décourager des éléments sincèrement attirés par la lutte) ; ou bien on arrive, dans le meilleur des cas, à une espèce de fourre-tout où une chatte serait bien incapable de retrouver ses petits, à une sorte d'unanimité factice où tout le monde a l'impression d'être grugé : dans les deux cas, ceux qui ne sont pas sympathisants du parti qui momentanément domine ont un prétexte pour quitter l'organisation. Voici où mène la maladie antimilitariste.

Aujourd'hui le mouvement de soutien aux soldats est divisé en autant d'organisations, ou presque, qu'il y a de familles politiques prétendant l'aider : à côté des objecteurs de CLO et des amis de l'insoumission de l'ICI, la LCR coexiste dans le CDA avec quelques syndicalistes, l'OCR dans le CAM avec d'autres spontanistes amoureux de la Résistance et de l'« armée populaire », le PSU « anime » — si on peut dire — l'avorton de l'IDS lancé par l'ex-AMR avec la complicité du CERES et de démocrates rejetant l'« antimilitarisme de principe ».

Revenons maintenant, afin d'illustrer cette méthode que nous rejetons, au fameux « Projet de résolution » déjà analysé dans les articles précédents et avec lequel la LCR s'engage à lancer les bases d'un mouvement de soutien « unitaire », c'est-à-dire, dans les faits, espère accrocher l'IDS et les objecteurs du CLO. On peut y lire entre autres choses : « Pour remplir correctement son rôle de soutien des luttes dans l'armée, le mouvement unifié doit aborder des thèmes politiques [...]. Il doit, tout particulièrement, mettre au centre de ses interventions la mise en question systématique de la nature et du rôle de l'armée », ce qui pourrait paraître sympathique, mais le projet s'empresse d'ajouter : « la remise en question de l'institution militaire peut être acceptée par la majorité de ceux qui suivent la gauche traditionnelle ».

Nous ne pouvons nous attarder sur une telle fantaisie, mais pour le cas où des ouvriers qui suivent

la gauche se méfieraient de l'armée bourgeoise, il faudrait, pour transformer cette méfiance en lutte sérieuse contre elle, mener une propagande systématique contre les positions de la gauche, ce que précisément on promet de ne pas faire puisqu'on affirme que l'attitude revendiquée « n'implique [de la part du mouvement civil] aucune prise de position sur l'organisation future de l'armée, sur la légitimité de la défense nationale » ! Et, après avoir rassuré les partisans de l'objection sur la « légitimité de leur combat », formule dont nous avons déjà dénoncé l'ambiguïté, on affirme que « le caractère antimilitariste [de la lutte menée] ne saurait faire de doute », mais que « cependant le CDA ne fait pas de la référence à l'antimilitarisme une question de principe ».

Sous prétexte d'« unité », on cherche donc à faire plaisir à tout le monde : aux objecteurs qui veulent de l'« antimilitarisme », on en promet... dans la pratique, mais on leur demande d'admettre que l'on n'en fasse pas profession de foi afin de ne pas indisposer le PSU ; au PSU, qui est le représentant honteux mais malgré tout efficace de la gauche, on promet que l'« antimilitarisme » restera dans les limites de ce qui est acceptable par ses maîtres d'œuvre. Et la seule garantie sérieuse que l'on donne en fin de compte, dans tout ce salmigondis de phrases creuses est de ne troubler en aucune manière la propagande officielle quand elle présente les brigandages impérialistes sous les couleurs plus seyantes de la « défense nationale ». Le fameux « antimilitarisme » proclamé se réduit donc à d'impuissants gémissements démocratiques sur les méfaits de la « militarisation de la vie civile » — et surtout de la recherche scientifique ! —, sur le bourrage de crâne que doivent subir les soldats et autres Jérémias de la même acabit.

La méthode que nous préconisons est, il va sans dire, tout à fait différente. Nous ne demandons pas à qui veut réellement aider les soldats de faire une profession de foi antimilitariste ou d'avoir une idée précise sur les voies de l'émancipation prolétarienne, ce qui serait prendre la question à l'envers et rendre l'aide impossible. Nous lui demandons en revanche d'être disposé à agir pour l'union des prolétaires qui, par dessus les catégories, les entreprises et les nationalités, forment une seule et même classe. Le soutien aux soldats découle du besoin de cette union qui exige l'utilisation des méthodes de lutte spécifiques de classe et qui part du sentiment de l'opposition irréductible d'intérêts entre la classe ouvrière et les soldats d'une part, la bourgeoisie, son Etat et en particulier le corps des officiers d'autre part. C'est cela que nous avons appelé l'« antimilitarisme de classe ».

C'est le besoin de se placer de ce point de vue que nous revendiquons dans le mouvement de soutien. Nous sommes convaincus que tout pas réel fait sur cette base vaut mieux que mille discussions pour tenter d'accorder des positions que nous savons inconciliables. L'intérêt des méthodes et des objectifs que nous préconisons est qu'ils sont acceptables par tous ceux qui veulent aider la classe ouvrière à se défendre contre la bourgeoisie, sans préjuger de leurs orientations politiques. Mais de plus, un travail qui va dans ce sens est un excellent canal pour une propagande antimilitariste révolutionnaire qui éduque des cercles plus larges de prolétaires.

Reconnaissons que la tentation existe souvent, en raison du peu de forces qui convergent aujourd'hui dans des organisations telles que la gamme des comités antimilitaristes, en raison de la réaction au suivisme écoeurant de la LCR, en raison aussi de notre peu d'expérience, de mettre dans la plateforme d'un comité des points politiques que nous n'avons nullement à renier d'un point de vue général, mais qui, parce qu'ils sont trop ambitieux eu égard à la fragilité

du mouvement, risquent de restreindre la base d'adhésion à la lutte, même si, comme cela arrive, tous les membres actuels partagent ces positions. Il nous semble préférable de ne pas exiger des positions trop « avancées » pour former la base des comités, mais il est naturellement de notre devoir de défendre ces positions comme notre point de vue propre au sein de ces comités, en faisant toujours une séparation très nette entre ce que nous acceptons comme base commune — et qui ne saurait en tout état de cause être en contradiction avec nos principes — et la position de notre propagande générale, que de toute façon nous ne pouvons nous priver de faire de façon entièrement indépendante, comme parti.

Nous voyons dans cette condition une garantie que, lorsque les conditions seront mûres, la lutte, parce qu'elle se place sur un terrain réellement classiste, pourra être fécondée par nos positions ; nous y voyons la garantie qu'en fin de compte, un jour — qu'il serait stupide de penser rapprocher par des moyens artificiels — l'organisation pourra être guidée par nos principes qu'elle reconnaîtra pour siens, comme un résultat de sa propre expérience (2).

C'est une méthode difficile sans doute. Elle n'est pas exempte de dangers, des dangers qui ne peuvent être affrontés de manière efficace que sur la base de la centralisation la plus rigoureuse permettant l'intervention la plus unitaire possible et permettant de fixer des limites d'application sûres. Mais cette méthode a l'avantage d'être fermement reliée aux principes du marxisme. Elle est la seule qui, en répondant aux besoins de la lutte immédiate, prépare sûrement l'avenir. Apprenons donc à la bien manier.

(1) Voir à ce sujet *Le Prolétaire*, n° 220.

(2) La question se pose de savoir quelle attitude prendre dans la plateforme des comités de soutien vis-à-vis des directions opportunistes. Pour répondre, il faut tenir compte du fait que de tels regroupements naissent par réaction à l'opportunisme qui a abandonné dans les organisations ouvrières la tâche du soutien aux soldats.

De plus, la condamnation sans appel par l'opportunisme de tout lien entre les soldats et le mouvement ouvrier est un fait matériel d'autant plus pesant qu'il s'est imposé à travers une lutte politique qui l'a montré avec clarté. Ceci entraîne qu'on ne peut vouloir aider les soldats et refuser de dénoncer l'attitude de l'opportunisme en la matière.

Quant aux raisons de l'attitude ignoble de l'opportunisme, nous n'attendons de personne qu'il les explique. C'est à nous de le faire

## presse internationale

Voici le sommaire du n° 11/1976 de notre organe en langue italienne :

### il programma comunista

- No all'arma di cartapesta della scheda ! Nessuna tregua alla lotta di classe !
- Potenza delle elezioni.
- Mentre loro comiziano, ascoltiamo Lenin.
- Il sindacato come cogestore dell'economia capitalista.
- Dopo il terremoto la sciagura della ricostruzione.
- Vicissitudini dell'Italia postbellica.
- Il nuovissimo socialismo fabiano di Monsignor Berlinguer.
- Tesi presentate dalla Frazione comunista astensionista del PSI al II Congresso dell'Internazionale Comunista (1920).
- Vita di partito.
- Conferenza pubblica sulle ragioni del nostro astensionismo.

# Leur « front unique » et le nôtre (4)

(Le début de cet article a paru dans les nos 219, 220, 221 du *Proletaire*.)

\*

Nous avons rappelé dans la première partie de cet article ce qu'était notre « front unique », en montrant que cette manœuvre tactique s'inspirait, chez la Gauche communiste italienne comme chez l'Internationale communiste des années 1921-1922, des mêmes principes, des mêmes buts, de la même orientation, bien que seule la Gauche eût défini les limites rigoureuses que son application ne devait pas franchir si on voulait évi-

ter les oscillations dans un sens centriste étranger à l'intention de ses premiers promoteurs.

Dans le camp bigarré des partis et groupes d'« extrême gauche » qui avancent aujourd'hui, tout comme nous, la perspective du front unique, le vieux mot d'ordre recouvre tout autre chose, qui n'a rien à voir non seulement avec l'apport tactique de la Gauche, mais même avec l'orientation de l'Internationale des origines dont ils prétendent pourtant, à des degrés divers, se réclamer. Nous le montrerons à travers quelques exemples, en renvoyant le lecteur au début de cet article pour étayer la confrontation.

## L'OC-R et l'OC-GOP dans les marais du populisme

Le premier exemple sera celui du couple OC-R/OC-GOP, qui ont consacré récemment une place assez importante à la question du front unique dans le débat engagé en vue de leur fusion. Laissons de côté le fait que les deux groupes manquent singulièrement du sens des proportions et voient dans le front unique soit, comme *Révolution*, une perspective proche à réaliser dans le cadre d'une « offensive » qui serait, paraît-il, en cours depuis une dizaine d'années, soit, comme la GOP, un *état de fait* réalisé dans la moindre action commune entre « révolutionnaires » et « réformistes », fût-ce à une échelle microscopique. Ceci montre déjà une ignorance des conditions réelles de la lutte de classe et une tendance à se griser de mots pour les remplacer. Passons cependant, et voyons quels sont les critères qui sous-tendent ce « front unique », quel qu'il soit, car ce sont eux qui guident aujourd'hui ces forces dans leur activité et qui les guideraient demain, lorsque les conditions d'un véritable front unique seraient réunies.

Tout d'abord, le « front uni » de l'OC-R et de l'OC-GOP n'est plus un *front de combat prolétarien* contre l'offensive de la bourgeoisie et de ses valets, les partis opportunistes de droite ou du centre. En toute cohérence avec l'« apport » du maoïsme dont ces groupes se réclament (entre autres « acquis »), il devient un *bloc de classes* où le prolétariat se trouve confondu dans la masse mal définie du « peuple », face à une « exploitation » tout aussi mal définie et à un « ennemi principal » qui change constamment de nature. Pour l'OC-GOP, « le Front Uni est la forme des rapports qui doivent exister entre les différentes composantes (sociales et politiques) du camp du peuple face à l'ennemi principal, et par-delà leurs contradictions secondaires » (Face à la crise, II, « Cahiers pour le Communisme », n° 3, p. 25). Pour l'OC-R, il s'agit de construire en France « un Front Uni Anticapitaliste englobant l'ensemble des forces sociales en lutte contre l'oppression et l'exploitation » et « charpenté par un front des travailleurs dirigé par la classe ouvrière », et de tisser en son sein « les alliances les plus larges, indispensables au succès de la révolution » (III<sup>e</sup> Congrès de Révolution, II, L'actualité de la révolution et les tâches des communistes, « Cahiers Révolution », n° 8, pp. 46-7).

C'est en vertu de cette nécessité des « alliances les plus larges » et de la « dialectique » des contradictions principales et secondaires que Révo et la GOP revendiquent à qui mieux mieux le front uni anti-japonais — aboutissement de la politique de l'Internationale stalinienne en Chine, qui avait commencé

par la soumission du PCC au Kuomintang et par le massacre du prolétariat révolutionnaire —, le front PCF-SFIO de 1934 et plus généralement les blocs antifascistes et ceux de la Résistance dans la deuxième guerre impériale. A partir du moment où on érige en modèle, comme tous les groupes se réclamant peu ou prou du maoïsme, des faits qui furent des jalons dans la liquidation du Parti communiste mondial et dans la défaite de plus en plus grave du prolétariat international, enchaîné par le stalinisme au char de la conservation capitaliste, toutes les belles paroles sur l'« autonomie » et l'« hégémonie » du prolétariat à réaliser au sein du front unique ne sont plus qu'une pitoyable vanderlise, et les déclamations contre, par exemple, le centrisme de la LCR qui oublie que les partis de l'Union de la Gauche, PCF en tête, sont des partis « bourgeois », se réduisent à un démarquage purement verbal.

A partir du moment où le principe même de l'indépendance de classe du prolétariat et de son opposition irréductible à la bourgeoisie est nié dans les faits (juste dans les pays avancés, notons-le, où seule la révolution prolétarienne reste à l'ordre du jour), il n'est guère étonnant (et il paraît même presque anodin) que le front unique n'apparaisse plus comme un moyen de combattre l'influence des partis opportunistes — agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière selon la classique définition de Lénine —, mais comme un moyen de se rapprocher d'eux. Le P.C.F., « parti bourgeois » pour l'OC-R et pour la GOP, peut, dans certains cas, passer dans le même camp que les « révolutionnaires » : dès lors tout l'art de la tactique, pour ceux-ci, ne consiste plus qu'à l'y « contraindre » ! Révo et la GOP sont d'accord, fondamentalement, sur ce point. Cependant, à cause même de ses origines, des forces hétérogènes en partie trotskysantes qui y confluent, de l'impossibilité de renier trop brutalement un passé « gauchiste » fût-ce pour l'amour de la GOP, l'OC-R est encore obligée de se distinguer, du moins au niveau du langage. D'où le débat.

Que dit l'OC-GOP ? « Nous ne pouvons nous satisfaire ni d'une définition qui réduirait les réformistes [qui ça ? les partis social-impérialistes, ou les ouvriers qu'ils influencent et qu'ils trompent ? l'OC-GOP ignore la distinction. Mais la suite montre qu'il s'agit bien ici des partis] à des ennemis systématiques du prolétariat, ni d'une définition qui en ferait des révolutionnaires trop peu ambitieux (quant à leur programme) et trop timides (quant à leur légalisme) ». D'une part en effet « le réformisme ne défend pas les intérêts historiques du prolétariat : la destruction de cette société par la révolution sociale (et il s'y oppose éventuellement [sic]) ». Mais d'autre part « le réformisme défend effectivement les intérêts immédiats du prolétariat, c'est-à-dire dans le cadre de la société bourgeoise ». « On voit donc le caractère contradictoire du réformisme et la possibilité de s'appuyer sur un aspect pour combattre l'autre » (Face à la crise, II, p. 8).

Voilà la dialectique à la manière de la GOP : d'une part, d'autre part. Le caractère contradictoire des partis « ouvriers bourgeois », comme les appelait Lénine, ne vient pas, pour la GOP, de la contradiction entre la base de ces partis (les ouvriers) et le caractère bourgeois de leur programme, leur liaison irréversible avec les économies et les Etats nationaux. Il ne vient pas du fait que ces partis ne pourraient pas jouer leur rôle spécifique de valets et d'agents actifs de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière (rôle qui les distingue des partis bourgeois tout court) s'ils ne faisaient pas pression de temps en temps sur leur maître pour lui conseiller d'octroyer au bon moment aux prolétaires, ou du moins à une partie d'entre eux, les quelques miettes nécessaires au maintien de la paix sociale. L'OC-GOP ne voit pas que cette action démagogique et toute pacifique qui permet à l'opportuniste d'entretenir son influence sur la classe ouvrière (et vice versa d'obtenir d'elle dans les moments de crise les « sacrifices volontaires » que la bourgeoisie seule ne pourrait pas obtenir) a pour fonction non pas de défendre les intérêts même immédiats de la classe ouvrière, mais de mieux l'enchaîner — par des liens matériels — au capital qui l'écrase. Et c'est pourquoi le caractère contradictoire de l'opportuniste n'est pas pour la GOP, comme il l'est pour nous, comme il l'était pour les bolchéviks des premières années de l'Internationale, une raison supplémentaire de le combattre impitoyablement, non par les seules armes de la propagande générale, mais également par la lutte (menée évidemment avec nos méthodes, celles de l'action de classe) sur le terrain spécifique où il règne en maître : celui des luttes revendicatives de la classe, pour lui arracher les prolétaires et les gagner aux principes communistes.

Pour la GOP, au contraire, le caractère contradictoire du « réformisme » est entre deux aspects inhérents au « réformisme » lui-même, qui dominant dans tel ou tel de ses courants et l'emportent tour à tour dans telle ou telle période, telle ou telle situation, en vertu du déplacement mystérieux de la « contradiction principale ». Ainsi en période de crise économique, et tant que la bourgeoisie ne se résoud pas à abandonner la gestion directe du pouvoir, « le réformisme se trouve placé en position d'antagonisme politique et économique avec la bourgeoisie, tout comme le prolétariat révolutionnaire », il se situe « pour toute la durée de la période [...] dans le même camp que nous » (p. 24). C'est sur ce postulat — évidemment non démontré — que se fonde le « front uni avec les réformistes » « face à la crise » dont parle la GOP. Le rôle que celle-ci s'assigne est donc clair : appuyer les prétendus courants de centre et de gauche du « réformisme » contre sa direction de droite, de façon à le pousser dans le sens que « l'état de la contradiction principale » impose déjà par lui-même. Aussi toute lutte qui dépasserait les limites de la discussion et de la persuasion et qui tendrait à « démasquer » les partenaires du front uni est-elle exclue : c'est pourquoi la tactique de l'I.C. des origines est ouvertement refusée comme « confusionniste » (p. 25). « Il va falloir lutter, mais lutter pour l'unité » (p. 27), et gare aux... provocateurs qui refuseraient ce cercle vicieux et prétendraient, eux, combattre pour de bon les partis et directions syndicales opportunistes comme des traîtres qu'ils sont : ces gêneurs s'attireraient les foudres de la GOP, dans une lutte non plus métaphorique, cette fois, mais bien réelle !

L'OC-R ne met pas le moins du monde en cause le fondement de cette attitude, à savoir « qu'il s'agit de « contraindre les réformistes à se battre sur les mots d'ordre unificateurs de la classe ouvrière contre l'ennemi commun du moment » (paroles du Manifeste de l'OC-GOP, citées avec approbation dans *Révolution* n° 122, p. 18). Tout comme l'OC-GOP, elle ne fait aucune distinction entre les partis

opportunistes et leur base, entre les directions syndicales et les syndicats : tout est, pêle-mêle, « les réformistes ». Tout comme l'OC-GOP, elle blanchit les partis et directions syndicales opportunistes (et inversement accuse... la classe) en limitant leur rôle à « reproduire et parfois renforcer et susciter l'ensemble des divisions sociales, le réformisme spontané des travailleurs et le corporatisme de certaines catégories sociales » (III<sup>e</sup> Congrès de Révolution, II, p. 53).

Que reproche donc Révo à la GOP ? Passons sur des points qui nous paraissent relever de simples nuances, ou alors de rodomontades démagogiques et purement verbales. Ainsi lorsque Révo reproche à sa partenaire de laisser parfois entendre que « les réformistes » pourraient défendre « vraiment et jusqu'au bout » les intérêts immédiats des travailleurs, alors que si on doit s'allier avec eux c'est pour démontrer qu'ils ne peuvent pas le faire de façon conséquente (mais jusqu'à un certain point, donc, ils le font !) (*Révolution* n° 123, p. 18). Ainsi, encore, lorsqu'elle « précise » que « pour contraindre les réformistes à l'action réelle (et dans ce cadre à l'unité), il faut partir des capacités d'initiative et d'action de la gauche ouvrière et populaire, sous l'impulsion des révolutionnaires » (ibid.).

Une divergence plus intéressante est ailleurs : elle concerne le terrain sur lequel doit se faire, selon l'OC-R, « la conquête de la majorité de la classe ouvrière à l'hégémonie des idées révolutionnaires » : pour *Révolution*, ce terrain ne saurait se limiter à la « lutte pour les intérêts immédiats de la classe ouvrière » : « Le combat contre le réformisme au sein même des entreprises et du mouvement syndical est [...] un combat politique de masse qui a pour fondement les luttes immédiates des travailleurs mais ne s'y limite pas. [...] Il faut comprendre que l'unité à la base [sic] et dans l'action à quoi aboutit la conception de la GOP est singulièrement dangereuse quand elle résume l'aspect unitaire de la lutte contre le réformisme à une lutte face aux effets de la crise où la convergence de fait (dans l'antagonisme des perspectives) est la plus forte » (*Révolution* n° 126, p. 13).

Ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas de savoir si la GOP est ou non « économiste », c'est la conception même qui sous-tend ici ce reproche : c'est que l'OC-R ne comprend pas que les révolutionnaires ne se distinguent pas par un terrain qui leur serait propre et qui serait le terrain « politique », alors que le terrain économique serait celui de la « convergence » avec les partis opportunistes, mais parce qu'ils font de tous les terrains de la lutte des classes des terrains de la préparation révolutionnaire. Si, dans les luttes revendicatives aussi, les communistes « défendent l'avenir du mouvement », ce n'est pas parce qu'ils avanceraient à tout moment des mots d'ordre politiques qui auraient en eux-mêmes la vertu d'élever le niveau de conscience des masses ; c'est d'abord parce que — tout en poursuivant leur propagande politique générale et leur

œuvre d'organisation — ils luttent pour que ces combats partiels soient menés de la façon la plus radicale et la plus conséquente possible, en défendant sans relâche, contre le collaborationnisme et le sabotage des partis opportunistes, les méthodes de l'action de classe — que peuvent reprendre en principe tous les prolétaires —, et en entraînant les plus combattifs d'entre eux à se placer déjà sur le terrain révolutionnaire.

Cette incompréhension a d'abord pour conséquence dans l'immédiat la tendance à introduire des préalables politiques dans la lutte de défense, donc à en exclure des prolétaires combattifs. De barrière contre l'opportuniste, par contre, point. Les fameux « objectifs politiques » qui devraient faire, d'après l'OC-R « du front uni de résistance contre l'oppression un véritable Front Uni Anticapitaliste bâti sur l'autonomie de classe du prolétariat » (III<sup>e</sup> Congrès de Révolution, II, p. 50) ne sont en réalité, selon la vision typiquement gradualiste de l'OC-R, qu'un mélange de principes communistes et réformistes, de lutte contre l'Etat bourgeois et de lutte contre le gouvernement : perspective qui est si loin d'être « rigoureusement alternative à celles de l'Union de la Gauche » comme le prétend l'OC-R, que c'est elle qui l'amène à préconiser de voter pour l'Union de la Gauche à condition que son « éventuelle venue au pouvoir [...] se fasse à la faveur d'une offensive populaire » (p. 97). On comprend que la GOP et Révo aient pu s'entendre sur un Manifeste commun sur le thème : « Si nous voulons défendre nos intérêts vitaux, il faut chasser l'équipe Giscard-Chirac. Si nous voulons vivre, le capital doit mourir » (*L'Outil des Travailleurs*, n° 33, p. 11). Voilà de la « politique », certes, mais quelle politique ?

Sans théorie, sans principes révolutionnaires, pas de tactique révolutionnaire. La conception populiste et démocratique du front unique chez l'OC-R et l'OC-GOP correspond à leur vision populiste, gradualiste de l'émancipation révolutionnaire, à leur vision démocratique et suiviste du rôle du parti : pas étonnant qu'elle n'ait plus rien à voir avec celle de l'IC d'avant la contre-révolution stalinienne. Par ailleurs, chez Révo, l'éclectisme théorique (qu'elle partage avec la GOP) et la contradiction (qui lui est propre) entre les « apports » du spontanéisme d'une part, ceux du centrisme de l'autre, se traduisent nécessairement sur le plan de la tactique dans des oscillations spectaculaires entre un langage ultra-gauchiste du type « théorie de l'offensive à tout prix » et une pratique basement manœuvrière qui ne se distingue en rien du suivisme d'une LCR ou d'une GOP, et qui fonde la possibilité de convergences et d'alliances entre ces courants. Mais le glissement toujours plus accentué de l'OC-R vers le centrisme — qui se traduit entre autres par le rapprochement avec l'OC-GOP — devra nécessairement amener des tensions croissantes dans une organisation dont l'extrémisme de façade a pu et peut encore attirer des jeunes combattifs.

(A suivre.)

## Le paradis qu'ils nous préparent

Lorsque la bourgeoisie parle au prolétariat, en personne, ou par personnel politique et opportuniste interposé, pour promettre encore et toujours un futur paradis (celui du Dieu Capitalisme finalement réformé), c'est pour lui demander de lui faire, donnant donnant, encore et toujours, la même avance d'un peu plus d'efforts : après, on touchera, en dividende, le Ciel. Mais lorsque les bourgeois parlent entre eux, c'est un tout autre langage. La preuve ? Dans les assises de la Conférence mondiale sur l'emploi convoquée par l'Organisation internationale du travail, et du Fonds international de développement agricole, qui se sont tenues pendant la première quinzaine de juin à Genève et à Rome, ils n'ont pas pu ne pas se dire clairement non seulement que le capitalisme n'arrive pas à permettre la survie des travailleurs, mais qu'il le pourra de moins en moins. C'est ainsi qu'il y a déjà au monde, après le boom économique le plus grand de l'histoire, 300 millions de chômeurs et de travailleurs sous-employés (que la bourgeoisie regrette de ne pas pouvoir exploiter plus), et 1.000 millions de personnes en proie à la malnutrition. A la fin du siècle, le nombre de chômeurs estimé officiellement par ces illustres Messieurs sera de 1.100 millions. Le nombre prévu d'affamés ils ne le donnent pas et ils n'ont pas tort, à quoi bon fournir trop d'armes à une agitation communiste ?

Et puis ils prétendent sans sourciller être indispensables parce que, sans le travail qu'ils donnent, les travailleurs mourraient de faim !

Lisez et diffusez

**programme communiste**

(revue théorique du Parti)

**EL PROGRAMA COMUNISTA**

(revue en langue espagnole)

# LE VOLCAN DU PROCHE-ORIENT

(suite de la page 1)

La clef de l'histoire de cette région depuis trente ans tient à cette alternative : ou reconnaissance des exigences de l'Etat d'Israël ou reconnaissance de celles des masses palestiniennes. Entre les deux, il n'y a pas de compromis possible. Les intérêts des masses révolutionnaires palestiniennes se sont heurtés violemment à tous les régimes un à un, dès lors qu'ils en sont venus à un compromis avec l'Etat d'Israël et l'ordre impérialiste en vigueur, parce qu'ils se faisaient nécessairement les instruments de cet ordre : Amman, Beyrouth, aujourd'hui Damas ; et si le Caire a fait exception, c'est uniquement parce qu'il n'a pas à affronter militairement la résistance. Les philistins ont trouvé inconcevable — dans leur abstraction — la revendication de l'élimination de l'Etat d'Israël : Israël existe toujours, au surplus entouré d'autant de sentinelles de l'ordre établi, mais les Palestiniens risquent d'être jetés à la mer !

\*

L'impuissance à trouver aujourd'hui une issue favorable ne supprime nullement les forces que créent constamment l'exploitation et l'oppression économique et politique. Et en effet au moment où se clôt le cycle des « fathalands », se prépare déjà un nouveau cycle de la lutte, un cycle plus grand encore, qui renoue avec les origines du mouvement et la révolte grandiose de 1936-1939 contre la colonisation sioniste et l'impérialisme franco-britannique, un cycle qui fait entrer en mouvement, à côté des réfugiés et en un élan commun, les masses arabes libanaises, les masses palestiniennes d'Israël et de Cisjordanie occupée contre les expropriations et les fait manifester leur solidarité contre les exactions syriennes au Liban, et qui entraînera les masses exploitées de toute la région.

Ceci signifie que les besoins des masses exploitées, des prolétaires, des semi-prolétaires, des paysans pauvres, appellent une expression radicale et des méthodes radicales. Bien sûr la contre-révolution, en brisant le ressort de la lutte prolétarienne dans les métropoles, a laissé

les luttes anti-impérialistes dans un terrible isolement. De plus le stalinisme, de même qu'il contribuait à interdire toute vie indépendante de classe dans les forteresses impérialistes, luttait non seulement contre la constitution de noyaux prolétaires, mais contre toute expression radicale des intérêts des masses exploitées des continents en effervescence révolutionnaire contre l'impérialisme et les vieilles classes exploiteuses ; le résultat en a été en général que la direction a pu passer aux forces modérées, les plus enclines à tous les arrangements. De cette période, les révolutionnaires conséquents devront tirer le bilan : la direction modérée de la résistance palestinienne OLP-Fath, avec ses tendances à un compromis avec l'impérialisme et les classes dominantes arabes qui s'exprime par sa reconnaissance du *statu quo* social (voyez la question agraire !) et politique arabe, a disposé autour de la lutte des masses et de son propre cou le nœud coulant que l'impérialisme et ses lieutenants locaux successifs n'ont eu qu'à tirer.

En 70, Arafat négociait un partage du pouvoir avec Hussein menaçant donc jusqu'au dernier moment le régime qui a pu écraser la révolte. C'est dans son optique de compromis que l'OLP-Fath évalue les forces dont elle cherche à utiliser la pression : en conséquence, elle illusionne les masses poussées par d'autres intérêts et mises devant l'alternative implacable de vaincre ou de mourir.

En 70, on comptait contre le régime jordanien sur la pression des Etats « progressistes » ! Mais Israël a pointé ses canons sur Damas, Moscou a retenu la Syrie et l'Irak — qui ne demandaient que ça —, Damas a retenu la Saïka !

Depuis qu'au Liban, les Phalanges revendiquaient l'élimination des Palestiniens — et s'y préparaient — Arafat refusait le combat en vertu de la « non-ingérence dans les affaires intérieures des pays arabes ». Tant qu'il a pu contenir l'affrontement généralisé, il a eu la sympathie de la Syrie qui l'a même utilisé pour faire pression sur les milices de gauche libanaises. Ce sont les masses libano-palestiniennes qui ont dû

briser ces compromis. Les innombrables cessez-le-feu où les Arafat et les Joublatt ont entraîné leurs troupes n'ont jusqu'ici été que des pièges, des traquenards permettant à l'adversaire de souffler et de reprendre l'initiative, jusques et y compris le dernier en date, proposé par la Ligue arabe avec l'appui moral de la Libye et de l'Algérie, qui ont réussi à se faire flouer par Ryad tout en perdant leur prestige à Beyrouth.

\*

Peut-être, encore une fois, l'impérialisme parviendra-t-il à imposer un nouvel ordre : il ne sera que provisoire et sera inévitablement remis en question par un nouveau coup de boutoir des masses exploitées.

Mais il dépend du prolétariat euro-américain d'entrer dans le combat que les généreuses masses arabes et celles de tous les continents opprimés mènent dans la lutte contre les ennemis communs, les grands Etats impérialistes. Un tel retour serait d'une aide inestimable pour forger la possibilité d'une issue favorable aux masses opprimées du Proche-Orient : en desserrant les terribles mâchoires de l'étau impérialiste, en ajoutant dans la colonie israélienne une condition favorable à la rupture de l'union sacrée contre-révolutionnaire, en donnant aux masses exploitées du Proche-Orient l'aide désintéressée dont elles ont été privées pendant de longues décennies, et enfin en ouvrant la perspective de l'union dans la lutte du prolétariat des grandes métropoles et des masses exploitées des pays opprimés pour leur émancipation définitive de l'impérialisme.

L'artisan de cette lutte doit être le Parti Communiste Mondial dont la reconstitution suppose dans les métropoles la lutte sans merci contre « son » impérialisme et les laquais réformistes et social-impérialistes de celui-ci, et, dans les continents opprimés, la lutte pour la séparation la plus nette des intérêts de classe du prolétariat de ceux des autres classes, même si elles sont révolutionnaires, et ce même au cours du cycle révolutionnaire national, afin de mener les luttes qu'il suscite de façon conséquente et d'en faire un levier de la révolution communiste mondiale.

## En Italie

### De la stratégie de la tension à la stratégie de la pacification

A la suite des différents épisodes de violence ouverte qui ont marqué la campagne électorale en Italie (meurtre d'un jeune militant du PC par les néo-fascistes, incendie d'un cinéma et attaque contre les militants du MSI, attentat contre le procureur général de Gênes qui a fait trois morts, enlèvements de commerçants), le spectre de la « stratégie de la tension » a refait son apparition dans la péninsule. Attribuée tantôt à l'extrême droite ou à la droite, tantôt à l'extrême gauche, son but — ou sa conséquence — serait de provoquer un sursaut des modérés pour qu'ils se rassemblent autour de la démocratie-chrétienne considérée comme en perte de vitesse.

Que cette « stratégie » existe ou non, et quels que soient, par exemple, les auteurs de l'attentat de Gênes (revendiqué, entre autres, par les « Brigades rouges ») ou des enlèvements (celui du 14 juin dont fut « victime » un gros commerçant en viande a été revendiqué par un groupe qui s'intitule « Unité combattante communiste »), une chose est sûre : la gauche démocratique, PC en tête, en a profité pour condamner des actes qui, à ses yeux, ne peuvent relever que de la provocation. Ainsi, après la mort du procureur général Coco, spécialisé dans la répression, la CGIL proche du PC, la CISL chrétienne-démocrate et l'UIL social-démocrate ont-elles appelé les travailleurs « à combattre toute forme de violence politique pour assurer une fin régulière à la campagne électorale ». On connaît le refrain des démocrates : toute violence est condamnable, celle de gauche comme celle de droite, car si la deuxième est le fait de la réaction, la première, elle, fait le jeu de la réaction (on n'ose pas dire que c'est pire, mais c'est tout juste). En vertu de cette théorie pacifiste qui n'est pas la leur, les prolétaires sont invités à renoncer à faire usage de la violence révolutionnaire de classe, naturellement en période électorale, mais aussi entre deux élections — et donc tout le temps. La voie parlementaire étant la voie de l'émancipation prolétarienne, l'usage de la violence fausse le jeu électoral dont le déroulement normal doit assurer, grâce à l'obtention de la majorité, la victoire de la classe ouvrière. Et naturellement on appelle à la répression contre ceux qui n'entrent pas dans ce jeu et qui sont tout simplement des... fascistes !

Soixante et onze bouchers de la capitale italienne ayant été priés de vendre chacun 10 quintaux de viande au « prix politique » de 1.500 li-

res le kilo s'ils ne voulaient pas qu'il arrive quelque chose à un de leurs confrères, le PC a repris son antenne.

« Comme toujours, s'est écrié le parti de la moralité petite-bourgeoise, ce qui pousse ces groupes de délinquants, ce ne sont pas les intérêts des masses populaires. Qu'ils s'appellent Brigades rouges, Nouveaux partisans, NAP et maintenant Unité combattante communiste, et quel que soit le masque « prolétarien » sous lequel ils présentent leurs entreprises, ils sont en fait du côté de la réaction, exactement au même titre que les fascistes qui, à coups de bombes, ont ensanglanté l'Italie ces dernières années. C'est ainsi qu'il faut les appeler, c'est ainsi qu'il faut les traiter » (l'Unità du 15 juin).

Non content d'essayer de détourner le prolétariat de la révolution en voulant l'enfermer dans la voie pacifique et parlementaire, l'opportunisme, en faisant passer la violence rouge — même si celle-ci n'est pas encore la violence que dirigera le parti de la révolution — pour de la violence blanche, désarme les prolétaires. La violence étant par définition fasciste, on ne répond pas à la violence fasciste par la violence prolétarienne, mais en en appelant à l'Etat et à la Démocratie.

L'opportunisme n'est pas seulement anti- et contre-révolutionnaire, il n'est pas seulement le parti du *statu quo* faisant au besoin usage de la violence dans un but de conservation sociale, il est aussi l'ennemi de la défense prolétarienne contre le fascisme.

### permanences du parti

#### EN BELGIQUE

• Bruxelles : le dimanche 11 juillet, de 10 h à 12 h, local de l'A.S.B.L. Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050-Bruxelles.

#### EN FRANCE

• A Amiens : le dimanche 11 juillet de 10 h à 12 h, café « La Rotonde », place R.-Goblet.

• A Lille : les dimanches 4 et 18 juillet de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, le samedi 3 juillet de 18 h à 19 h.

• A Marseille : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

• A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12e) Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

### LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85  
Montchoisy  
LAUSANNE 19

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926

## Le but du mouvement communiste (ERRATA)

Deux coquilles ont rendu difficile la lecture de la IV<sup>e</sup> partie de la série, publiée dans le numéro 222 du Proletaire. Les thèses de Roudzoutak auxquelles on fait référence dans l'introduction, et que nous n'avons pu publier par manque de place, se trouvent à la page 31, tome 32 des Œuvres de Lénine. Elles offrent une vision historique du rôle joué par les syndicats et les conseils d'usine lors de la première période qui suivit la conquête du pouvoir, ainsi qu'un aperçu très matérialiste des rapports qui devaient s'établir par la suite entre eux et le pouvoir prolétarien. Nous conseillons vivement leur lecture aux camarades et lecteurs.

\*\*

D'autre part, voici les points 6 et 7 de la II<sup>e</sup> partie des thèses du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste sur « Le mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usine », où l'on affirme en toutes lettres que les comités d'usine devront devenir les points d'appui des syndicats gagnés à la cause de la révolution, grâce à l'influence exercée en leur sein par le parti communiste, dans leur tâche de collaboration et de participation aux organisations d'Etat chargées de la gestion et des transformations économiques :

6. « La tâche des communistes est de faire pénétrer dans les syndicats et les conseils d'usine le même esprit de résolution combative, de conscience et de compréhension des meilleures méthodes de combat, c'est-à-dire l'esprit du communisme. Pour s'en acquitter, les communistes doivent soumettre, en fait, les syndicats et les conseils d'usine à la direction du Parti communiste et créer ainsi un organe prolétarien de masse servant de base à un puissant parti centralisé du prolétariat, englobant toutes les organisations prolétariennes et les faisant toutes marcher dans la voie qui conduit à la victoire de la classe ouvrière par la dictature du prolétariat et au communisme. »

7. « En transformant les syndicats et les conseils d'usine en ar-

mes puissantes pour la révolution, les communistes préparent ces organisations de masse au grand rôle qui leur incombera après l'établissement de la dictature du prolétariat : devenir un élément fondamental de la nouvelle organisation de la vie économique sur les bases socialistes. Alors, les syndicats, organisés comme associations d'industrie et s'appuyant sur les conseils d'usine comme leurs sections d'entreprise, enseigneront aux masses laborieuses leurs tâches productives, feront des ouvriers les plus habiles et expérimentés les dirigeants des entreprises, organiseront le contrôle des spécialistes techniques et, de concert avec les représentations du pouvoir ouvrier, rédigeront et exécuteront les plans de la politique économique socialiste. »

## La politique d'austérité en Angleterre...

Les syndicats anglais viennent de donner une nouvelle preuve de sens des responsabilités qui les anime. Par 17 voix contre une, le TUC a adopté la politique de limitation volontaire des salaires préconisée par le gouvernement travailliste. Le contrat social est donc reconduit pour un an à compter du 1<sup>er</sup> août 1976, mais alors que l'an dernier l'augmentation maximum était de six livres par semaine, cette année elle tombe à quatre livres par semaine soit, en pourcentage, environ 5 % d'augmentation. Quand on sait que le taux annuel d'inflation a été de l'ordre de 20 % on mesure la perte de pouvoir d'achat des travailleurs anglais (l'augmentation des salaires correspond d'ailleurs à l'augmentation de la productivité prévue pour l'an prochain). Augmentation de la productivité, diminution du pouvoir d'achat et donc du salaire : voilà ce que les syndicats offrent au gouvernement comme contribution au sauvetage de la livre et aux efforts de reprise de l'économie nationale (comme dit le *Financial Times* du 17 juin, « les conservateurs et le patronat ont bien accueilli l'accord des syndicats »). Le prolétariat anglais saura lui aussi, un jour, récompenser comme il le mérite le civisme des larbins du capital.

## ...et en Italie

Voici comment les « communistes » expliquent leur programme : « Toute politique de gauche de transformation démocratique ou de rénovation sociale exige une austérité, une rigueur, une sévérité que la classe ouvrière, comme force nationale dirigeante, doit savoir accepter. Toute politique démagogique, présentée avec des phrases extrémistes peut favoriser les forces centrifuges dangereuses, qui expriment le refus d'une discipline nationale indispensable au succès d'une politique de rénovation. Mais cette discipline ne doit pas être imposée, elle doit être acceptée et cela exige une discussion, une participation populaire, le consentement des masses pour les mesures prises, c'est-à-dire l'autodiscipline. Les communistes doivent être les premiers dans cette tâche difficile d'autodiscipline démocratique. » (*La proposition communiste*, juin 1976, p. 19.)